

**RAPPORT
DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
À L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE
ORDINAIRE
ANNUELLE**

DU JEUDI 12 MAI 2022
EXERCICE 2021

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL & NATIONAL

La croissance économique **mondiale** aurait enregistré un net rebondissement en **2021** avec une évolution de **5,5%** après une forte régression de **3,4% en 2020**, redevable principalement à la vigueur des dépenses de consommation.

Les **pays avancés** poursuivent leur redressement avec une croissance de **5%** en **2021**.

Les **Etats Unis** enregistrent une croissance de **5,6%** en **2021** liée à la baisse de l'épargne excédentaire engendrée par des transferts fédéraux et qui aurait fortement soutenu la consommation des ménages et l'investissement en 2021.

En dépit des inquiétudes liées à la progression de nouveaux variants pandémiques dans la **zone euro**, le redressement de la production aurait porté une croissance du PIB de **5,2%** en **2021**.

Les **Pays Emergents et en Développement** auraient produit une croissance de **6,3%** en 2021, toutefois faiblement synchronisée. Les pays exportateurs des matières premières devraient profiter des prix élevés à l'exportation et d'une

forte demande mondiale, tandis que la reprise devrait rester mitigée dans de nombreux pays, notamment ceux à faible revenu et où le risque sanitaire resterait élevé à cause du faible taux de vaccination.

Dans l'ensemble et compte tenu de l'évolution de 6,5% des impôts et taxes sur les produits nets de subventions, **la croissance économique** nationale aurait affiché un rebond de **7,2%** en **2021** au lieu d'un repli de **6,3%** enregistré en **2020**. Sous l'effet conjugué de l'envolée des prix des matières premières au niveau international, et la reprise de la demande intérieure, le niveau général des prix aurait enregistré une hausse aux alentours de 1,8% au lieu de 0,8% en 2020.

A la lumière de ces conditions, le marché du travail se serait relativement amélioré sur l'ensemble de l'année 2021 avec des **créations nettes d'emploi** qui auraient atteint **184 000** postes et une amélioration du taux d'activité après avoir entamé une tendance baissière ces dernières années. Cette situation aurait porté **le taux de chômage** au niveau national à près de **12,2%**, au lieu de **11,9%** enregistré en **2020**.

Source :
HCP - Budget économique prévisionnel 2022

FAITS MARQUANTS DU MARCHÉ ET DE L'ENTREPRISE

Les Eaux Minérales d'Oulmès a fait preuve d'une forte résilience dans un contexte économique et sanitaire particulier, et a déployé de multiples efforts pour garantir la performance commerciale, l'excellence opérationnelle, et le redressement de sa capacité bénéficiaire :

Un agenda d'innovation au rendez-vous

- Refonte de l'identité visuelle Oulmès
- Lancement Oulmès « One Way » et OBF Orange
- Lancement de la marque GLASS'

Des poches de croissances identifiées

- Entrée en vigueur du projet Être
- Amélioration des rendements machines « TRS »
- Élargissement des villes couvertes par le site E-commerce

Une proximité du consommateur à travers

- Actions Door to Door Sidi Ali
- Campagne de communication O nitrates Sidi Ali
- Campagne de relancement Oulmès

Des certifications récompensant l'engagement

- Renouvellement de cinq certifications qualité
- Reconstitution du Label RSE CGEM
- LEMO Certifiée « Best Place to Work »

Une proximité terrain sans précédent

- Monitoring de l'exécution dans les points de vente
- Programme des partenaires « Charik dahabi »
- LEMO n°1 Customer Service

Des processus en pleine transformation

- Mise en application du système d'évaluation annuelle et système des grades
- Signature de la charte de bonne conduite à 100%
- Maîtrise de la planification transverse à travers le process S&OP

Croissance de l'activité dépassant les prévisions

- Hausse du chiffre d'affaires de +18,3% vs 2020
- Résultat net 2021 bénéficiaire malgré le contexte peu favorable
- Nette amélioration des indicateurs de cash
- Performance exceptionnelle des marques phares « Sidi Ali » et « Oulmès »

Distinction Oulmès

- Oulmès élu produit de l'année par Nielsen

ACTIVITÉ & CHIFFRE D'AFFAIRES

Le **chiffre d'affaires net social de l'année 2021** affiche une **hausse de 18,3%** pour s'établir à **1 678,8 millions de dirhams**, redevable à la forte résilience de l'activité dans un contexte économique et sanitaire particulier.

Les ventes en litres enregistrent une hausse par rapport à 2020 de 13,7% tandis que celles en col ont cru de +27,3% grâce à la réouverture progressive des cafés, restaurants et hôtels.

Par **marque**, Sidi Ali voit son mix augmenter vs 2020, redevable aux petits formats 33cl. La marque contribue ainsi à la hausse de l'activité vs 2020 avec +28,0%, soit +175,8 MDh.

Ain Atlas suit également un trend haussier par rapport à 2020. Ainsi, sa performance en 2021 dépasse le niveau observé en 2020 de +12,3% (+46,6 MDh).

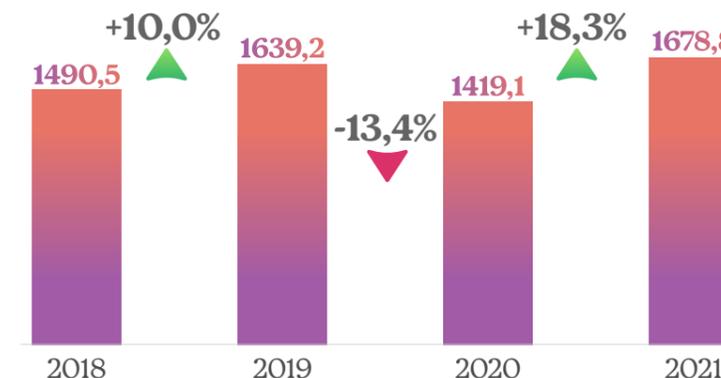
Oulmès accélère sa croissance par rapport à 2020 et réalise un chiffre d'affaires en hausse de +21,3 MDh comparé à 2020, -ou +15,1%- dont 5 MDh sur OBF.

L'**Eau de Table Bahia** produit une évolution positive de +5,8% comparé à 2020.

L'**activité boissons gazeuses (Orangina et Banga)** accuse un repli de -14,1% vs 2020. La baisse par rapport à l'année précédente a été légèrement atténuée grâce à la performance de ORANGINA qui réalise une croissance de +1,5% comparée à 2020. L'activité représente 2,7% du chiffre d'affaires net de l'entreprise contre 3,7% l'an dernier.

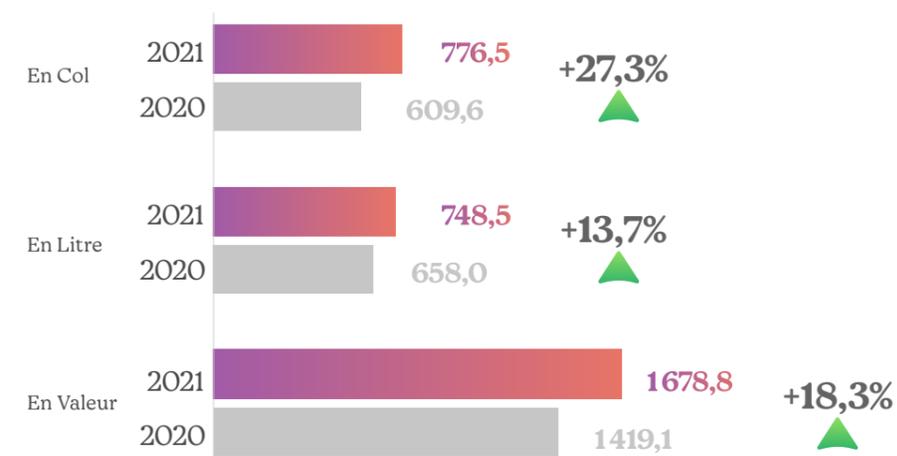
Données en MDH

Évolution du chiffre d'affaires en valeur



Données en MDH

Évolution des ventes (Qté, Volume, Valeur)



RÉSULTATS SOCIAUX 2021

Les Eaux Minérales d'Oulmès a enregistré une solide croissance de son chiffre d'affaires et un redressement de sa capacité bénéficiaire, profitant pleinement de la reprise économique ayant marqué l'année.

Les soldes économiques, Valeur Ajoutée et Excédent Brut d'Exploitation, ont enregistré des hausses respectives de 21,5% et 37,7% par rapport à l'exercice 2020.

Malgré un contexte mitigé avec l'alternation des décisions entre renforcement et assouplissement des restrictions sanitaires tout au long de l'année, l'entreprise a fait preuve de résilience et d'agilité face à cet environnement complexe.

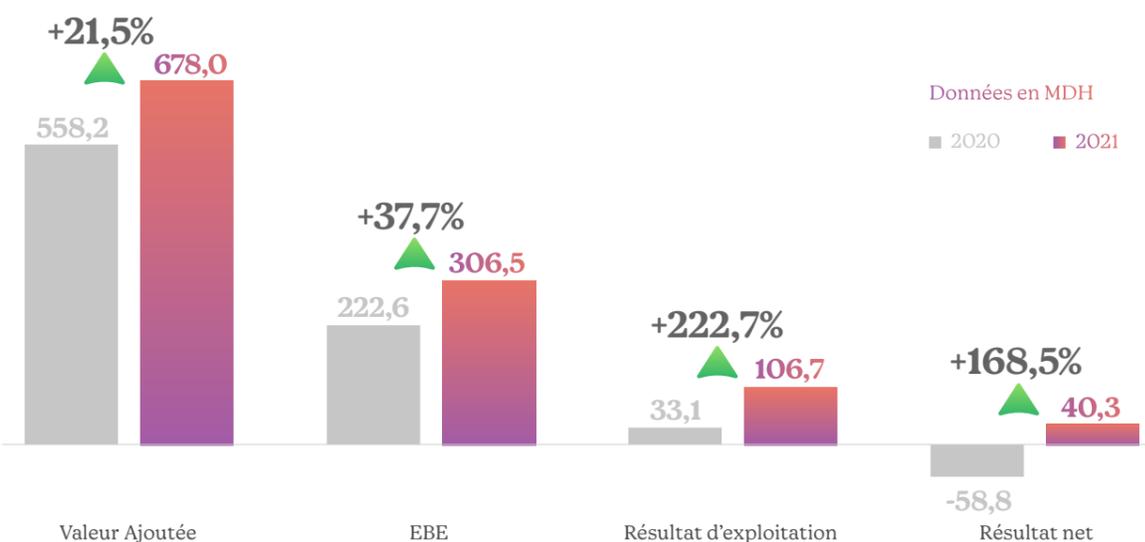
Les efforts déployés ont permis de réaliser un résultat d'exploitation au titre de l'exercice 2021 qui s'élève à 106,7 MDh grâce à la politique de rigueur adoptée tout au long de l'année ayant permis une maîtrise des charges.

La marge d'exploitation s'établit à 6,4% en 2021, vs 2,3% en 2020.

Le résultat financier passe de -46,4 MDh en 2020 à -41,4 MDh en 2021, soit une amélioration de 10,8%. Ramené au chiffre d'affaires, le poids du résultat s'établit à -2,5%. Les charges financières se sont inscrites en baisse par rapport à 2020 tirées par l'amélioration du niveau d'endettement, résultat de l'optimisation de la structure de financement et de la maîtrise croissante du cycle d'exploitation.

En conséquence de la dynamique commerciale accompagnée des nombreuses initiatives d'efficacité opérationnelle, l'exercice 2021 s'est clôturé avec un résultat net bénéficiaire de 40,3 MDh, contre -58,8 MDh en 2020.

La marge nette se situe à 2,4% en 2021, contre -4,1% l'année précédente.



FILIALES ET PARTICIPATIONS DE LA SOCIÉTÉ

La société Les Eaux Minérales d'Oulmès compte 5 filiales et participations au Maroc et en Afrique subsaharienne:

Entité	Activité	Capital social	% de Participation
Eau Technologie Environnement «ETE»	Captage, exploitation, industrie et commerce de toutes sortes de boissons	5 438 400	55%
OULMES DRINKS DEVELOPMENT «ODD»	Extraire, fabriquer, importer et exporter embouteiller, promouvoir et distribuer tous types de boissons	30 000 000	100%
ORANGINA MAROC	Extraire fabriquer importer et exporter embouteiller promouvoir et distribuer tout type de boissons	22 000 000	34%
SENEGAL WATER & BEVERAGES COMPANY SA	Extraire, fabriquer, importer et exporter embouteiller, promouvoir et distribuer tous types de boissons	3 107 105	100%
SOCIETE AFRICAINE DES BOISSONS ET EAUX MINERALES «SABEM»	Extraire, fabriquer, importer et exporter embouteiller, promouvoir et distribuer tous types de boissons	10 124 299	55%

Oulmès Drinks Development SA (ODD)

ODD est la filiale spécialisée dans la production de boissons gazeuses. C'est le franchisé du Groupe Suntory Beverages & Food au Maroc pour les produits Orangina et Banga. Elle a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires de 85,7 MDh pour un résultat net de 0,1 MDh.

Orangina Maroc SA (OM)

OM est la société de promotion et de distribution des produits Orangina et Banga au Maroc. Étant en liquidation, la société n'a pas réalisé de chiffre d'affaires en 2021, mais a accusé une perte nette de -0,3 MDh.

En Afrique subsaharienne, la société Les Eaux Minérales d'Oulmès est présente au :

Eau Technologie Environnement SA (ETE)

Eau Technologie Environnement, société de droit béninois, détenue par LEMO dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de développement en Afrique et plus particulièrement l'Afrique Sub-saharienne. La société produit et distribue l'eau en bouteille sous la marque Fifa de Sainte Luce.

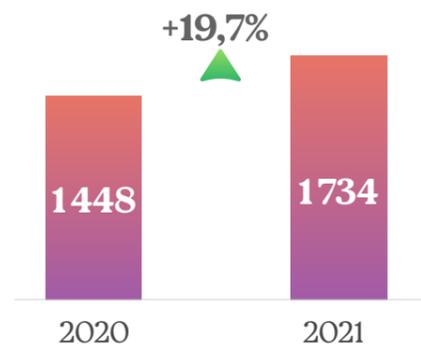
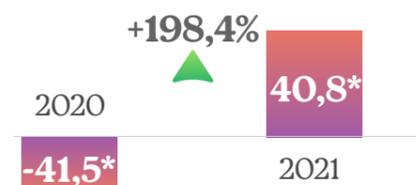
Société Africaine de boissons et d'Eaux Minérales (SABEM)

La société est née d'un souhait celui de capitaliser les expertises, le transfert de technologie et les synergies SUD-SUD d'une part, et d'autre part, celui d'être présent sur le marché Africain afin de répondre aux besoins des populations, des entreprises, et des collectivités. La société produit et distribue l'eau en bouteille sous la marque DIAM.

Senegal Water and Beverages Company

Le projet de construction de l'usine est en cours.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS 2021

Chiffre d'affaires
(En MDH)Résultat d'exploitation
(En MDH)Résultat net
(En MDH)

■ Consolidé * Résultat Net Part du Groupe

Le Groupe LEMO avec 3 filiales en exploitation (Eau Technologie Environnement (E.T.E), Oulmès Drinks Development et Orangina Maroc) a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires consolidé de 19,7% en 2021 comparé à 2020, et s'établit à 1 734,4 MDh à fin décembre 2021.

Le résultat d'exploitation consolidé 2021 s'élève à 121,4 MDh, en évolution de 137% entre 2020 et 2021.

Le résultat financier consolidé s'est amélioré entre 2020 et 2021, et passe de -45,8 MDh à -44,9 MDh.

Enfin, le résultat net part du groupe s'établit à 40,8 MDh contre -41,5 MDh en 2020. La marge nette s'est établie à 2,4% contre -2,9% en 2020.

SITUATION DES IMMOBILISATIONS
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Les **immobilisations** en non-valeur de la société, incorporelles et corporelles, affichent une valeur **brute** au 31 Décembre 2021 de **3 269 535 991,69 Dhs** contre une valeur en début d'exercice de **3 123 556 177,90 Dhs**, soit une augmentation nette de **4,7%**.

Cette hausse est le résultat de la politique d'investissement traduite cette année par l'affectation d'une enveloppe de 149,6 MDh aux investissements programmés.

Le tableau des **immobilisations autres que financières** se présente comme suit :

		Montant
Valeur brute au 31/12/2020 (Dh)		3 123 556 177,90
Augmentations	Immobilisations en non valeurs	7 862 964,56
	Immobilisations incorporelles	2 207 115,70
	Immobilisations corporelles	139 496 322,10
Total Augmentations (Dh)		149 566 402,36
Cessions et retraits		3 586 588,57
Total diminutions (Dh)		3 586 588,57
Variation Nette (Dh)		145 979 813,79
Valeur Brute au 31/12/2021 (Dh)		3 269 535 991,69

En y intégrant les titres de participation des filiales et les autres créances financières, la valeur **brute** de l'**actif** immobilisé s'élève à **3 380 198 175,42 Dhs** contre **3 245 002 893,34 Dhs** à fin décembre 2020, soit une augmentation de **4,2%**.

Au cours de l'exercice 2021, la société a pratiqué des amortissements pour une valeur de **181 857 721,31 Dhs** contre **181 663 440,67 Dhs** dotés l'année dernière (soit **+0,1%** ou **0,2 MDh**).

Ainsi, l'Actif Immobilisé **Net** enregistre une baisse nette de **45 239 904,57 Dhs**, soit un repli de **-3,3%** par rapport à 2020, pour s'établir à **1 336 081 721,72 Dhs**.

DÉCOMPOSITION DES DETTES FOURNISSEURS PAR ÉCHÉANCE

Au 31 décembre 2021, les dettes fournisseurs s'élèvent à 159 MDh dont 132 MDh (ou 83%) non échues à la date de clôture de l'exercice.

Par ailleurs, 8% des dettes fournisseurs (ou 13 MDh) sont échues de plus de 90 jours. Elles représentaient 13% du total des dettes en 2020.

La situation des dettes fournisseurs par échéance est résumée dans le tableau suivant :

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A=B+C+D+E+F	(B) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues			
			(C) Dettes échues de moins de 30 jours	(D) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(E) Dettes échues entre 61 et 90 jours	(F) Dettes échues de plus de 90 jours
Date de clôture Exercice 2020	171 128 446,17	144 749 958,97	1 492 840,85	1 525 193,02	411 946,92	22 948 506,41
Date de clôture Exercice 2021	159 476 546,79	132 561 446,18	11 452 547,45	1 115 669,37	950 762,25	13 396 121,54
Fournisseurs locaux	55 065 961,79	45 775 866,67	765 412,38	690 689,14	950 762,25	6 883 231,35
Fournisseurs Etrangers	13 785 148,88	1 763 893,11	10 183 365,16	8 279,27	-	1 829 611,34
Fournisseurs Effets à payer	17 778 186,79	17 778 186,79	-	-	-	-
Fournisseurs factures non parvenues OV	18 156 455,96	12 552 706,24	503 769,91	416 700,96	-	4 683 278,85
Fournisseurs factures non parvenues provisions	34 860 955,95	34 860 955,95	-	-	-	-
Fournisseurs factures non parvenues RFA	19 829 837,42	19 829 837,42	-	-	-	-

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le résultat net au 31 décembre 2021 s'établit à 40,3 MDh contre -58,8 MDh au 31 décembre 2020.

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos comme suit :

Bénéfice net de l'exercice (Dh)	40 277 698,21
Dotations à la réserve légale (Dh)	-
Solde (Dh)	40 277 698,21
Report à nouveau antérieur (Dh)	80 389 668,88
Solde (Dh)	120 667 367,09
Dividende à distribuer (Dh)	23 760 000,00
A affecter au crédit du compte report à nouveau	96 907 367,09

Soit un dividende de **12,00 dirhams** par action que l'Assemblée Générale décide de mettre en paiement à compter du 31 mai 2022.

COMPTES SOCIAUX

BILAN ACTIF					
(Montants en dhs)		31-déc-21			31-déc-20
		Brut	Amortissement	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations en non valeur (A)	115 210 445	85 386 240	29 824 205	28 420 215
	Frais préliminaires				
	Charges à répartir	115 210 445	85 386 240	29 824 205	28 420 215
	Primes de remboursement des obligations				
	Immobilisations incorporelles (B)	33 268 691	18 377 596	14 891 095	14 433 837
	Immobilisations en recherche et développement				
	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	33 268 691	18 377 596	14 891 095	14 433 837
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations corporelles (C)	3 121 056 855	1 924 572 817	1 196 484 038	1 230 800 658
	Terrains	48 325 324	-	48 325 324	48 325 324
	Constructions	609 004 416	269 925 244	339 079 172	331 500 180
	Installations techniques, matériel et outillage	2 242 331 497	1 589 713 649	652 617 849	703 367 607
	Matériel de transport	12 681 465	10 690 790	1 990 675	2 033 186
	Mobilier de bureau, aménagements divers	74 749 156	54 243 134	20 506 022	20 787 633
	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	133 964 996	-	133 964 996	124 786 727
	Immobilisations financières (D)	110 662 184	15 779 800	94 882 384	107 666 915
	Prêts immobilisés	38 451 852	-	38 451 852	49 224 383
	Autres créances financières	3 349 428	-	3 349 428	3 361 428
Titres de participation	68 860 904	15 779 800	53 081 104	55 081 104	
Autres titres immobilisés					
Ecart de conversion - Actif (E)	-	-	-	-	
Diminution des créances immobilisées					
Augmentation des dettes financières					
TOTAL I (A+B+C+D+E)	3 380 198 175	2 044 116 454	1 336 081 722	1 381 321 626	
ACTIF CIRCULANT	Stocks (F)	202 635 961	4 407 839	198 228 122	288 453 319
	Marchandises	10 663 323	-	10 663 323	4 744 257
	Matières et fournitures consommables	175 837 023	4 407 839	171 429 184	265 414 471
	Produits en cours	-	-	-	-
	Produits intermédiaires et résiduels	-	-	-	-
	Produits finis	16 135 615	-	16 135 615	18 294 591
	Créances de l'actif circulant (G)	542 188 989	79 881 684	462 307 305	395 533 302
	Fournisseurs débiteurs, avances & acomptes	52 690 744	-	52 690 744	25 912 987
	Clients et comptes rattachés	381 109 716	70 392 390	310 717 326	260 678 685
	Personnel	3 532 520	-	3 532 520	3 418 314
	État	45 330 118	-	45 330 118	55 841 655
	Compte d'associés	13 697 656	-	13 697 656	13 413 890
	Autres débiteurs	42 286 128	9 489 294	32 796 834	30 775 698
Comptes de régularisation actif	3 542 107	-	3 542 107	5 492 074	
Titres et valeurs de placement (H)	58 000	-	58 000	30 057 257	
Ecart de conversion-Actif (I)	666 179	-	666 179	271 009	
TOTAL II (F+G+H+I)	745 549 129	84 289 523	661 259 606	714 314 887	
TRÉSORERIE	Chèques et valeurs à encaisser	39 661 428	-	39 661 428	37 236 908
	Banques, T G et C C P	39 503 040	-	39 503 040	252 111 008
	Caisses, Régies d'avances et accreditifs	1 283 526	-	1 283 526	1 143 365
	TOTAL III	80 447 994	-	80 447 994	290 491 281
TOTAL GÉNÉRAL	4 206 195 298	2 128 405 976	2 077 789 322	2 386 127 794	

BILAN PASSIF					
(Montants en dhs)		31-déc-21			31-déc-20
FINANCEMENT PERMANENT	Fonds propres				
	Capital social ou personnel (1)	198 000 000		198 000 000	
	Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé				
	Capital appelé dont versé				
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	166 980 000		166 980 000	
	Ecarts de réévaluation				
	Réserve légale	19 800 000		19 800 000	
	Autres réserves	37 687 000		37 687 000	
	Report à nouveau (2)	80 389 669		139 220 756	
	Résultats nets en instance d'affectation (2)				
	Résultat net de l'exercice (2)	40 277 698		-58 831 087	
	Total des capitaux propres (A)	543 134 367		502 856 669	
	Capitaux propres assimilés (B)	-		-	
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Dettes de financement (C)	833 612 058		840 000 000	
	Emprunts obligataires	420 000 000		540 000 000	
Autres dettes de financement	413 612 058		300 000 000		
Provisions durables pour risques et charges (D)	-		-		
Provisions pour risques					
Provisions pour charges					
Ecart de conversion - Passif (E)	-		-		
Augmentation de créances immobilisées					
Diminution des dettes de financement					
TOTAL I (A + B + C + D + E)	1 376 746 425		1 342 856 669		
PASSIF CIRCULANT	Dettes du passif circulant (F)	401 180 983		372 389 303	
	Fournisseurs et comptes rattachés	159 476 547		171 128 446	
	Clients créditeurs, avances et acomptes	12 485 242		12 622 617	
	Personnel	4 188 834		3 670 386	
	Organismes sociaux	14 002 204		14 256 216	
	État	201 194 194		158 403 107	
	Comptes d'associés	1 699 000		2 033 859	
	Autres créanciers				
	Comptes de régularisation - passif	8 134 962		10 274 672	
	Autres provisions pour risques et charges (G)	15 645 709		7 369 732	
Ecarts de conversion Passif (éléments circulants) (H)	79 626		399 117		
TOTAL II (F + G + H)	416 906 318		380 158 152		
TRÉSORERIE	Trésorerie passif				
	Crédits d'escompte			4 759 891	
	Crédits de trésorerie	216 691 893		447 228 819	
	Banques de régularisation	67 444 685		211 124 264	
TOTAL III	284 136 579		663 112 974		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	2 077 789 322		2 386 127 794		

(1) Capital personnel débiteur
(2) Bénéficiaire (+), déficitaire (-)

COMPTES SOCIAUX

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Hors Taxes)					
		Exercice du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2021			
		OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents	3=1+2	
		(1)	(2)		
EXPLOITATION	I Produits d'exploitation				
	Ventes de marchandises (en l'état)	47 124 089		47 124 089	51 265 322
	Ventes de biens et services produits	1 631 700 894		1 631 700 894	1 367 820 140
	Chiffre d'affaires	1 678 824 982	-	1 678 824 982	1 419 085 463
	Variation de stocks de produits (+ ou -) (1)	-2 158 976		-2 158 976	930 681
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	3 793 276		3 793 276	76 554 344
	Subventions d'exploitation	-		-	-
	Autres produits d'exploitation	-		-	-
	Reprises d'exploitation : transferts de charges	585 719		585 719	4 842 176
	TOTAL I	1 681 045 002	-	1 681 045 002	1 501 412 664
FINANCIER	II Charges d'exploitation				
	Achats revendus (2) de marchandises	52 557 688	-	52 557 688	56 798 413
	Achats consommés (2) de matières et fournitures	517 340 508	-	517 340 508	444 281 014
	Autres charges externes	432 304 889	251 054	432 555 943	437 260 269
	Impôts et taxes	156 717 702	-	156 717 702	132 667 624
	Charges de personnel	214 836 440	-	214 836 440	202 952 990
	Autres charges d'exploitation	-	-	-	1 700 093
	Dotations d'exploitation	200 287 461	-	200 287 461	192 676 932
	TOTAL II	1 574 044 688	251 054	1 574 295 742	1 468 337 336
	III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			106 749 260	33 075 328
NON COURANT	IV Produits financiers				
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	1 650 568		1 650 568	1 419 621
	Gains de change	391 022		391 022	1 866 684
	Intérêts et autres produits financiers	2 497 920		2 497 920	2 587 087
	Reprises financières : transferts de charges	271 009		271 009	543 151
	TOTAL IV	4 810 520	-	4 810 520	6 416 542
	V Charges financières				
	Charges d'intérêts	42 351 276		42 351 276	44 898 139
	Pertes de change	1 203 728		1 203 728	1 361 996
	Autres charges financières	-		-	-
Dotations financières	2 666 179		2 666 179	6 571 009	
TOTAL V	46 221 183	-	46 221 183	52 831 145	
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)			-41 410 664	-46 414 603	
VII RÉSULTAT COURANT (III + VI)			65 338 596	-13 339 275	
NON COURANT	VIII Produits non courants				
	Produits de cessions d'immobilisations	626 949		626 949	2 307 090
	Subvention d'équilibre	-		-	-
	Reprises sur subventions d'investissement	-		-	-
	Autres produits non courants	2 128 433		2 128 433	24 766 914
	Reprises non courantes : transferts de charges	462 193		462 193	-
	TOTAL VIII	3 217 575	-	3 217 575	27 074 004
	IX Charges non courantes				
	Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	156 906		156 906	1 996 115
	Subventions accordées	-		-	-
Autres charges non courantes	14 427 422		14 427 422	56 222 349	
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	-		-	7 098 723	
TOTAL IX	14 584 328	-	14 584 328	65 317 187	
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)			-11 366 753	-38 243 183	
XI RÉSULTAT AVANT IMPOTS (VII + X)			53 971 843	-51 582 458	
XII IMPOTS SUR LES RÉSULTATS			13 694 145	7 248 629	
XIII RÉSULTAT NET (XI - XII)			40 277 698	-58 831 087	
XIV TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			1 689 073 096	1 534 903 210	
XV TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			1 648 795 398	1 593 734 297	
XVI RÉSULTAT NET (total produits - total charges)			40 277 698	-58 831 087	

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1 : DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Les Eaux Minérales d'Oulmès S.A. (LEMO), société anonyme au capital social de 198.000.000 de Dirhams, a été créée le 7 mars 1934 sous la dénomination « Compagnie Fermière des Eaux Minérales d'Oulmès-Etat » et dont le siège social est établi dans la zone industrielle de BOUSKOURA à Casablanca. Les Eaux Minérales d'Oulmès fait partie du groupe HOLMARCOM.

Les domaines d'activité des Eaux minérales d'Oulmès couvrent le captage, la production, la mise en bouteille et la commercialisation d'eaux minérales naturelles plates (Sidi Ali et Ain Atlas) et gazeuses (Oulmès), la fabrication de préformes, ainsi que la mise en bouteille et la commercialisation d'eau de table (Bahia).

LEMO est présent également à l'international via sa filiale ETE opérant au Bénin.

NOTE 2 : RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

A-PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés ont été établis en application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26 mai 2005 et conformément aux dispositions de l'Annexe III.2.A. de la circulaire de l'AMMC qui fixe le contenu de l'information proforma et l'Annexe III.2.I. portant sur les États de synthèse semestriels.

B-MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation appliquées dépendent du type de contrôle liant l'entreprise concernée à la maison-mère :

• Intégration globale (IG) :

Cette méthode est appliquée lorsque le Groupe détient un contrôle exclusif sur sa filiale. Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. La méthode de l'intégration globale permet de répartir le résultat et les capitaux propres entre les intérêts du Groupe et les intérêts hors Groupe (intérêts minoritaires).

• Intégration proportionnelle (IP) :

Cette méthode s'applique aux entreprises soumises au contrôle conjoint. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord. La méthode de l'intégration proportionnelle consiste à intégrer uniquement les pourcentages d'actifs, de passifs, de charges et de produits revenant aux seuls intérêts du Groupe.

• Mise en équivalence (MEE) :

Cette méthode s'applique aux entreprises sur lesquelles le Groupe a une influence notable. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La méthode de la mise en équivalence consiste à valoriser les

titres de participation de l'entreprise consolidée en fonction des capitaux propres de celle-ci, la quote-part de résultat de la filiale étant prise en compte dans le résultat consolidé.

C-PÉRIMÈTRE ET RÈGLES DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation comprend la société mère Les Eaux Minérales d'Oulmès et ses filiales :

Entité	Activité	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
Eau Technologie Environnement « ETE »	Captage, exploitation, industrie et commerce de toutes sortes de boissons	Intégration globale	55%	55%
OULMES DRINKS DEVELOPMENT « ODD »	Extraire fabriquer, importer, exporter, embouteiller, promouvoir et distribuer tout type de boissons	Intégration globale	100%	100%
ORANGINA MAROC	Promotion et distribution d tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food & Beverages	Mise en équivalence	34%	34%

ETE

Eau Technologie Environnement, société de droit béninoise, détenue par Les Eaux Minérales d'Oulmès dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de développement en Afrique et plus particulièrement l'Afrique Sub-saharienne. Les comptes sociaux de la société ETE ont fait l'objet d'un audit d'un commissaire aux comptes pour les exercices 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021 ayant servi de base aux travaux de consolidation.

ODD

Oulmes Drinks Development, société créée au mois d'avril 2016 et détenue à 100% par les Eaux Minérales d'Oulmès, avec un capital de MMAD 30. La société a pour activité la fabrication et la distribution de tout type de boissons. Elle devrait constituer le fournisseur exclusif d'Orangina Maroc.

OM

Orangina Maroc, détenue par les Eaux Minérales d'Oulmès à hauteur de 34% depuis avril 2016. Elle a essentiellement pour objet le commerce, la promotion et la distribution de tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food and Beverages.

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

D-CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES FILIALES ÉTRANGÈRES

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Le Dirham est la monnaie de fonctionnement du Groupe. Ainsi, les comptes des filiales installées à l'étranger ont été convertis en MAD la monnaie de présentation.

E- DATE DE CLÔTURE DES EXERCICES

Les résultats des sociétés consolidées correspondent à une période de 12 mois se terminant le 31 décembre de chaque année.

Toutes les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe ont établi des comptes arrêtés au 31 décembre 2021.

F-COMPTES ET OPÉRATIONS RÉCIPROQUES

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les soldes bilanciaux, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

G-RETRAITEMENTS DE CONSOLIDATION

• Immobilisations en non-valeurs

Les immobilisations en non-valeurs, constituées des frais préliminaires et des charges à répartir, sont annulées en consolidation, ces immobilisations constituent des charges de l'exercice au cours duquel elles ont été engagées, au même titre leurs amortissements sont annulés.

• Ecarts de conversion

Les gains de change latents, comptabilisés en écarts de conversion passif dans le bilan devraient être enregistrés au compte de produits et charges au cours de la période à laquelle ils se rapportent. Aussi, les écarts de conversion actifs ont été annulés en contrepartie de la provision pour risques et charges correspondante.

• Immobilisations acquises par crédit-bail

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de crédit-bail devraient être comptabilisés au bilan sous forme d'une immobilisation corporelle et d'un emprunt correspondant, au compte de produits et charges, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

• Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans leur actif net à la date des prises de participations après comptabilisation des éventuelles plus ou moins-values latentes sur actifs identifiables. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écarts d'acquisition » et amortis

sur une durée qui doit refléter aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition. Cependant, lorsque ces écarts sont négatifs, ces derniers sont inscrits en provision pour risques et charges et repris sur une durée qui doit refléter aussi raisonnablement que possible les mêmes hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition.

Les comptes consolidés du Groupe comprennent un écart d'acquisition suite à l'entrée en périmètre de la filiale ETE, amorti sur une durée de 10 ans.

• Impôts différés

Les impositions différées résultent de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et les retraitements d'homogénéisation qui ont une incidence sur la base taxable. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

• Homogénéisation des durées d'amortissement des immobilisations corporelles :

Le retraitement d'homogénéisation des durées d'amortissement des immobilisations corporelles consiste à harmoniser la durée d'amortissement de ces dites immobilisations en fixant une durée économique au lieu d'une durée admise fiscalement.

H- RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les règles d'évaluation présidant à l'établissement des comptes consolidés sont les mêmes que celles appliquées pour les comptes annuels individuels et édictées par le Code Général de la Normalisation Comptable (C.G.N.C.).

Les principales méthodes d'évaluation utilisées sont les suivantes :

• Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. Elles sont constituées essentiellement des brevets, licences, logiciels et droits similaires correspondant à des dépenses faites pour l'obtention de l'avantage représenté par la protection accordée au bénéficiaire du droit d'utilisation. La durée d'amortissement de ces immobilisations s'étale sur 5 ans.

• Immobilisations corporelles

À leur entrée dans le patrimoine de la société, les immobilisations corporelles acquises à titre onéreux sont enregistrées à leur coût d'acquisition, celles produites par l'entreprise pour elle-même, à leur coût de production. Ces coûts s'entendent hors TVA récupérable. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé sur la valeur d'origine du bien dans la limite des taux indiqués par l'administration fiscale et admis par l'usage de la profession.

• Stock

Les stocks des matières premières sont évalués au coût d'achat et suivant la méthode du coût moyen pondéré.

COMPTES CONSOLIDÉS

BILAN ACTIF (EN MILLIERS DE DIRHAMS)		
ACTIF	31/12/2021	31/12/2020
Actif Non Courant	1 516 377	1 558 127
Ecart d'Acquisition	5 101	6 802
Immobilisations en non valeur	-	-
Immobilisations Incorporelles	14 941	14 495
Immobilisations Corporelles	1 482 942	1 523 438
Immobilisations Financières	13 289	13 416
Titres mis en équivalence	-	-
Impôts Différés Actif	105	-23
Actif Courant	790 211	1 031 399
Stocks et Encours	218 227	302 070
Clients et Comptes Rattachés	311 359	267 680
Autres Créances et Comptes de Régularisation	161 032	135 397
Valeurs Mobilières de Placement	58	30 057
Disponibilités	99 535	296 195
TOTAL DE L'ACTIF	2 306 588	2 589 526

BILAN PASSIF (EN MILLIERS DE DIRHAMS)		
PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Capitaux Propres Part du Groupe	631 178	591 089
Capital	198 000	198 000
Prime d'émission	166 980	166 980
Réserves	225 533	267 566
Résultat net de l'exercice	40 839	-41 505
Ecart de conversion	-174	48
Intérêts Minoritaires	15 188	12 873
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	646 366	603 961
Passif Non Courant	913 865	922 037
Emprunts et Dettes Financières	855 396	865 039
Impôts Différés Passif	47 175	45 904
Provisions durables pour risques et charges	11 294	11 094
Passif Courant	746 357	1 063 528
Fournisseurs et Comptes Rattachés	170 197	169 467
Autres Dettes et Comptes de Régularisation	253 158	215 583
Autres provisions pour risques et charges	9 204	699
Ecarts de conversion Passif	-12	-12
Trésorerie passif	313 810	677 792
TOTAL DU PASSIF	2 306 588	2 589 526

COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)		
(en milliers de dirhams)	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION	1 741 810	1 533 889
Chiffre d'affaires	1 734 376	1 448 479
Autres produits d'exploitation	7 433	85 410
CHARGES D'EXPLOITATION	1 620 436	1 482 678
Achats consommés	566 999	486 391
Charges externes	454 847	448 126
Impôts et taxes	166 152	138 511
Charges de personnel	224 736	213 087
Autres charges d'exploitation	1 858	2 673
Dotations d'exploitation	205 845	193 889
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	121 373	51 211
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	-44 927	-45 815
RÉSULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGRES	76 446	5 396
CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS	-11 081	-31 607
Impôts sur les résultats	17 485	10 525
Impôts sur les résultats différés	1 144	61
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGRES	46 736	-36 797
Quote part des résultats des entreprises mises en équivalence	-100	-287
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	1 700	1 700
Reprises sur écarts d'acquisition négatif	-	-
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	44 936	-38 784
INTERETS MINORITAIRES	4 097	2 721
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	40 839	-41 505
Résultat par action en DH	20,63	-20,96

CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Conformément aux dispositions légales, les commissaires aux comptes vous donneront lecture de leur rapport spécial relatif aux conventions visées aux articles 56 et suivants de la loi 17-95 sur les sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée.

Vous voudrez bien approuver ledit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

RENOUVELLEMENT DES MANDATS DE DEUX ADMINISTRATEURS

Nous vous informons que les mandats de deux membres du Conseil d'Administration, à savoir :

Madame Miriem BENSALAH épouse CHAQROUN ;

Monsieur Abdeltif TAHIRI.

arrivent à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale.

Nous vous proposons, conformément aux dispositions de la loi et des statuts, de renouveler leurs mandats pour une durée de trois (3) années, qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

GOVERNANCE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément à l'article 16 des Statuts, la Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois (3) membres au moins et de quinze (15) membres au plus, y compris les administrateurs indépendants.

Les Administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

Ils sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire même si cette question n'est pas prévue à l'ordre du jour.

Au 31 décembre 2021, le Conseil d'Administration de la société LES EAUX MINERALES D'OULMES est composé comme suit :

Administrateurs	Fonction au sein du Conseil d'Administration	Date de désignation	Échéance du mandat
Monsieur Mohamed Hassan BENSALAH	Président du Conseil d'Administration	AGO du 09/05/2017	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2022
Madame Latifa BENSALAH née EL MOUTARAJJI	Administrateur	AGO du 27/05/2014	AGO statuant sur les exercices clos le 31/12/2022
Madame Miriem BENSALAH épouse CHAQROUN	Vice-Présidente	AGO du 05/05/2016	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2021
Monsieur Abdeltif TAHIRI	Administrateur	AGO du 05/05/2016	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2021
Monsieur Saad BENDIDI	Administrateur indépendant	Coopté par le CA du 15/09/2020	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2022
Madame Frannie A. LEAUTIER	Administrateur indépendant	AGO du 27/04/2020	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2022
HOLMARCOM, dont le représentant permanent est M. Mohamed Hassan BENSALAH	Administrateur	AGO du 30/04/2018	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2023
OMI, dont le représentant permanent est M. Karim CHIOUAR	Administrateur	AGO du 30/04/2018	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2023
ATLANTASANAD, représentée par M. Jalal BENCHEKROUN	Administrateur	AGO du 30/04/2018	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2023
Monsieur Mustapha FARIS	Administrateur	AGO du 06/05/2019	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2024

Les différents mandats de chaque administrateur sont, conformément à l'article 142 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-19 (publiée au BO du 29/04/2019), en annexe du présent rapport de gestion.

LE COMITÉ D'AUDIT

Émanation du Conseil d'Administration, le Comité d'Audit a pour principales missions d'assister le Conseil d'Administration en assurant le suivi de l'élaboration et du contrôle des informations comptables et financières ainsi que la surveillance de l'efficacité des systèmes de contrôle interne.

Les membres du Comité d'Audit sont nommés par le Conseil d'Administration.

Il comprend quatre (4) membres dont deux sont des Administrateurs indépendants conformément à l'article 106 bis de la loi 17-95.

Les membres sont nommés pour une durée de trois (3) ans renouvelables.

Au 31 décembre 2021, le Comité d'Audit de la société LES EAUX MINERALES D'OULMES est composé comme suit :

Nom	Fonctions exercées	Fonction au sein du Comité
M. Saad BENDIDI	Administrateur Indépendant	Président du Comité
M. Abdeltif TAHIRI	Administrateur	Membre
Mme Frannie LEAUTIER	Administrateur Indépendant	Membre
M. Karim CHIOUAR	Administrateur	Membre

PERSPECTIVES D'AVENIR

Selon le FMI, l'économie mondiale démarre l'année 2022 dans une position plus faible que prévu. La propagation du nouveau variant de COVID-19, Omicron, pousse les pays à restreindre à nouveau les déplacements. L'inflation se présente plus élevée et plus généralisée que prévu, du fait de l'augmentation du prix de l'énergie et des ruptures d'approvisionnement, en particulier aux États-Unis et dans de nombreux pays émergents et en développement intensifié, de plus, par la situation en Ukraine et les sanctions prises à l'égard de la Russie.

La croissance mondiale devrait accuser un demi-point de pourcentage de moins pour 2022 que ce qui avait été prévu dans l'édition d'octobre des Perspectives de l'économie mondiale (PEM), passant de 5,9% en 2021 à 4,4% en 2022, ce qui tient en grande partie à la révision à la baisse des prévisions concernant les deux plus grandes économies.

Le contexte entourant le scénario de référence mondial est orienté vers la baisse. Les incertitudes liées à la situation pandémique et l'émergence de nouveaux variants de COVID-19 pourraient provoquer de nouvelles perturbations économiques. De plus, les ruptures d'approvisionnement, la volatilité des prix de l'énergie et les pressions salariales localisées se traduisent par de grandes incertitudes quant à l'inflation et aux politiques. Le relèvement des taux directeurs par les pays avancés pourrait mettre en péril la stabilité financière et faire surgir des risques pour les flux de capitaux, les devises et les finances publiques des pays émergents et en développement, d'autant que les niveaux d'endettement ont considérablement augmenté au cours des deux dernières années. L'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue, également, un coût colossal pour l'économie mondiale. Les tensions géopolitiques qui demeurent fortes et la probabilité élevée que des catastrophes naturelles majeures se produisent au vu de l'urgence climatique, présentent des risques mondiaux éventuels qui pourraient se faire jour.

Pour le Maroc, les incertitudes sur la croissance et la stabilité de l'équilibre général augmentent pour cette année 2022. Le pays devrait connaître une inflation élevée à +4,7% et une croissance qui chute à 0,7% après le rebond de +7,3% de 2021(*). La hausse des prix des matières premières et énergétiques, dont le potentiel reste imprévisible, a été exacerbée par la situation en UKRAINE dont les répercussions devront être surveillées compte tenu du poids des parties antagonistes. Aussi, la remontée des taux directeurs, conséquence d'une politique de resserrement mondiale, menace l'investissement et le programme de développement. À cela s'ajoute une saison agricole 2021-2022 difficile et peu productive fulminée par la sécheresse. Sur un autre registre, la dégradation se poursuit du pouvoir d'achat des Marocains sous l'effet de l'inflation et l'aggravation de l'endettement des ménages. Le rythme de progression du pouvoir d'achat baisserait à 1,1% contre une moyenne de 2,4% observée entre 2000 et 2009.

En marge de ces circonstances citées, des dispositifs managériaux en termes de gestion de risque ont été adoptés et déployés notamment un système de gouvernance assurant le suivi régulier de l'équilibre financier permettant de saisir le potentiel de croissance et le développement du business.

Ainsi, pour 2022, la société priorisera notamment :

- La gestion efficiente des ressources ;
- Le renforcement de l'édifice des marques emblématiques ;
- La mise en œuvre de la transformation des processus entamée en 2021 ;
- L'identification de nouvelles poches de croissance pour assurer la pérennité de l'entreprise.

Afin de soutenir ses projets de développement, Les Eaux Minérales d'Oulmès consacre, pour 2022, un budget d'investissement d'environ 217 MDh.

Source :

FMI - Perspectives de l'économie mondiale

HCP - Budget économique prévisionnel 2022

*Le Conseil de Bank Al-Maghrib tenu le mardi 22 mars 2022

Les résolutions que nous vous soumettons sont conformes à nos propositions et nous vous invitons à les approuver.

Par ailleurs, votre Conseil se tient à votre disposition pour vous donner tous renseignements complémentaires qui pourraient vous être nécessaires.

Enfin, nous vous remercions de votre aimable attention.

Le Conseil d'Administration

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DÉCEMBRE 2021

COMPTES SOCIAUX

BILAN ACTIF					
(Montants en dhs)		31-déc-21			31-déc-20
		Brut	Amortissement	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations en non valeur (A)	115 210 445	85 386 240	29 824 205	28 420 215
	Frais préliminaires				
	Charges à répartir	115 210 445	85 386 240	29 824 205	28 420 215
	Primes de remboursement des obligations				
	Immobilisations incorporelles (B)	33 268 691	18 377 596	14 891 095	14 433 837
	Immobilisations en recherche et développement				
	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	33 268 691	18 377 596	14 891 095	14 433 837
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations corporelles (C)	3 121 056 855	1 924 572 817	1 196 484 038	1 230 800 658
	Terrains	48 325 324	-	48 325 324	48 325 324
	Constructions	609 004 416	269 925 244	339 079 172	331 500 180
	Installations techniques, matériel et outillage	2 242 331 497	1 589 713 649	652 617 849	703 367 607
	Matériel de transport	12 681 465	10 690 790	1 990 675	2 033 186
	Mobilier de bureau, aménagements divers	74 749 156	54 243 134	20 506 022	20 787 633
	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	133 964 996	-	133 964 996	124 786 727
	Immobilisations financières (D)	110 662 184	15 779 800	94 882 384	107 666 915
	Prêts immobilisés	38 451 852	-	38 451 852	49 224 383
	Autres créances financières	3 349 428	-	3 349 428	3 361 428
	Titres de participation	68 860 904	15 779 800	53 081 104	55 081 104
Autres titres immobilisés					
Ecart de conversion - Actif (E)	-	-	-	-	
Diminution des créances immobilisées					
Augmentation des dettes financières					
TOTAL I (A+B+C+D+E)	3 380 198 175	2 044 116 454	1 336 081 722	1 381 321 626	
ACTIF CIRCULANT	Stocks (F)	202 635 961	4 407 839	198 228 122	288 453 319
	Marchandises	10 663 323	-	10 663 323	4 744 257
	Matières et fournitures consommables	175 837 023	4 407 839	171 429 184	265 414 471
	Produits en cours	-	-	-	-
	Produits intermédiaires et résiduels	-	-	-	-
	Produits finis	16 135 615	-	16 135 615	18 294 591
	Créances de l'actif circulant (G)	542 188 989	79 881 684	462 307 305	395 533 302
	Fournisseurs débiteurs, avances & acomptes	52 690 744	-	52 690 744	25 912 987
	Clients et comptes rattachés	381 109 716	70 392 390	310 717 326	260 678 685
	Personnel	3 532 520	-	3 532 520	3 418 314
	État	45 330 118	-	45 330 118	55 841 655
	Compte d'associés	13 697 656	-	13 697 656	13 413 890
	Autres débiteurs	42 286 128	9 489 294	32 796 834	30 775 698
	Comptes de régularisation actif	3 542 107	-	3 542 107	5 492 074
Titres et valeurs de placement (H)	58 000	-	58 000	30 057 257	
Ecart de conversion-Actif (I)	666 179	-	666 179	271 009	
TOTAL II (F+G+H+I)	745 549 129	84 289 523	661 259 606	714 314 887	
TRÉSORERIE	Chèques et valeurs à encaisser	39 661 428	-	39 661 428	37 236 908
	Banques, T G et C C P	39 503 040	-	39 503 040	252 111 008
	Caisses, Régies d'avances et accreditifs	1 283 526	-	1 283 526	1 143 365
	TOTAL III	80 447 994	-	80 447 994	290 491 281
TOTAL GÉNÉRAL	4 206 195 298	2 128 405 976	2 077 789 322	2 386 127 794	

BILAN PASSIF					
(Montants en dhs)		31-déc-21			31-déc-20
				Net	Net
FINANCEMENT PERMANENT	Fonds propres				
	Capital social ou personnel (1)	198 000 000			198 000 000
	Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé				
	Capital appelé dont versé				
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	166 980 000			166 980 000
	Ecarts de réévaluation				
	Réserve légale	19 800 000			19 800 000
	Autres réserves	37 687 000			37 687 000
	Report à nouveau (2)	80 389 669			139 220 756
	Résultats nets en instance d'affectation (2)				
	Résultat net de l'exercice (2)	40 277 698			-58 831 087
	Total des capitaux propres (A)	543 134 367			502 856 669
	Capitaux propres assimilés (B)	-			-
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Dettes de financement (C)	833 612 058			840 000 000
	Emprunts obligataires	420 000 000			540 000 000
	Autres dettes de financement	413 612 058			300 000 000
	Provisions durables pour risques et charges (D)	-			-
Provisions pour risques					
Provisions pour charges					
Ecart de conversion - Passif (E)	-			-	
Augmentation de créances immobilisées					
Diminution des dettes de financement					
TOTAL I (A + B + C + D + E)	1 376 746 425			1 342 856 669	
PASSIF CIRCULANT	Dettes du passif circulant (F)	401 180 983			372 389 303
	Fournisseurs et comptes rattachés	159 476 547			171 128 446
	Clients créditeurs, avances et acomptes	12 485 242			12 622 617
	Personnel	4 188 834			3 670 386
	Organismes sociaux	14 002 204			14 256 216
	État	201 194 194			158 403 107
	Comptes d'associés	1 699 000			2 033 859
	Autres créanciers				
	Comptes de régularisation - passif	8 134 962			10 274 672
	Autres provisions pour risques et charges (G)	15 645 709			7 369 732
Ecarts de conversion Passif (éléments circulants) (H)	79 626			399 117	
TOTAL II (F + G + H)	416 906 318			380 158 152	
TRÉSORERIE	Trésorerie passif				
	Crédits d'escompte				4 759 891
	Crédits de trésorerie	216 691 893			447 228 819
	Banques de régularisation	67 444 685			211 124 264
TOTAL III	284 136 579			663 112 974	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	2 077 789 322			2 386 127 794	

(1) Capital personnel débiteur
(2) Bénéficiaire (+), déficitaire (-)

COMPTES SOCIAUX

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Hors Taxes)					
(Montants en dhs)					
Exercice du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2021					
NATURE	OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents	3=1+2		
	(1)	(2)			
EXPLOITATION	I Produits d'exploitation				
	Ventes de marchandises (en l'état)	47 124 089		47 124 089	51 265 322
	Ventes de biens et services produits	1 631 700 894		1 631 700 894	1 367 820 140
	Chiffre d'affaires	1 678 824 982	-	1 678 824 982	1 419 085 463
	Variation de stocks de produits (+ ou -) (1)	-2 158 976		-2 158 976	930 681
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	3 793 276		3 793 276	76 554 344
	Subventions d'exploitation	-		-	-
	Autres produits d'exploitation	-		-	-
	Reprises d'exploitation : transferts de charges	585 719		585 719	4 842 176
	TOTAL I	1 681 045 002	-	1 681 045 002	1 501 412 664
	II Charges d'exploitation				
	Achats revendus (2) de marchandises	52 557 688	-	52 557 688	56 798 413
	Achats consommés (2) de matières et fournitures	517 340 508	-	517 340 508	444 281 014
	Autres charges externes	432 304 889	251 054	432 555 943	437 260 269
	Impôts et taxes	156 717 702	-	156 717 702	132 667 624
	Charges de personnel	214 836 440	-	214 836 440	202 952 990
Autres charges d'exploitation	-	-	-	1 700 093	
Dotations d'exploitation	200 287 461	-	200 287 461	192 676 932	
TOTAL II	1 574 044 688	251 054	1 574 295 742	1 468 337 336	
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			106 749 260	33 075 328	
FINANCIER	IV Produits financiers				
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	1 650 568		1 650 568	1 419 621
	Gains de change	391 022		391 022	1 866 684
	Intérêts et autres produits financiers	2 497 920		2 497 920	2 587 087
	Reprises financières : transferts de charges	271 009		271 009	543 151
	TOTAL IV	4 810 520	-	4 810 520	6 416 542
	V Charges financières				
	Charges d'intérêts	42 351 276		42 351 276	44 898 139
	Pertes de change	1 203 728		1 203 728	1 361 996
	Autres charges financières	-		-	-
Dotations financières	2 666 179		2 666 179	6 571 009	
TOTAL V	46 221 183	-	46 221 183	52 831 145	
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)			-41 410 664	-46 414 603	
VII RÉSULTAT COURANT (III + VI)			65 338 596	-13 339 275	
NONCOURANT	VIII Produits non courants				
	Produits de cessions d'immobilisations	626 949		626 949	2 307 090
	Subvention d'équilibre	-		-	-
	Reprises sur subventions d'investissement	-		-	-
	Autres produits non courants	2 128 433		2 128 433	24 766 914
	Reprises non courantes : transferts de charges	462 193		462 193	-
	TOTAL VIII	3 217 575	-	3 217 575	27 074 004
	IX Charges non courantes				
	Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	156 906		156 906	1 996 115
	Subventions accordées	-		-	-
	Autres charges non courantes	14 427 422		14 427 422	56 222 349
	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	-		-	7 098 723
	TOTAL IX	14 584 328	-	14 584 328	65 317 187
	X RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)			-11 366 753	-38 243 183
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII + ou - X)			53 971 843	-51 582 458	
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS			13 694 145	7 248 629	
XIII RÉSULTAT NET (XI - XII)			40 277 698	-58 831 087	
XIV TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			1 689 073 096	1 534 903 210	
XV TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			1 648 795 398	1 593 734 297	
XVI RÉSULTAT NET (total produits - total charges)			40 277 698	-58 831 087	

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E S G)				
I TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (T F R)				
(Montants en dhs)				
Exercice du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2021				
			EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
1	Ventes de marchandises (en l'état)		47 124 089	51 265 322
2	- Achats revendus de marchandises		52 557 688	56 798 413
I	= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ÉTAT		-5 433 599	-5 533 090
	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE : (3 + 4 + 5)		1 633 335 194	1 445 305 165
3	Ventes de biens et services produits		1 631 700 894	1 367 820 140
4	Variation de stocks de produits		-2 158 976	930 681
5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		3 793 276	76 554 344
	- CONSOMMATION DE L'EXERCICE : (6 + 7)		949 896 451	881 541 284
6	Achats consommés de matières et fournitures		517 340 508	444 281 014
7	Autres charges externes		432 555 943	437 260 269
IV	= VALEUR AJOUTÉE : (I + II + III)		678 005 143	558 230 791
8	+ Subventions d'exploitation		-	-
9	- Impôts et taxes		156 717 702	132 667 624
10	- Charges du personnel		214 836 440	202 952 990
	= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E B E)		306 451 002	222 610 177
	= OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (I B E)		-	-
11	+ Autres produits d'exploitation		-	-
12	- Autres charges d'exploitation		-	1 700 093
13	+ Reprises d'exploitation : transferts de charges		585 719	4 842 176
14	- Dotations d'exploitation		200 287 461	192 676 932
VI	= RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)		106 749 260	33 075 328
VII	+ ou - RÉSULTAT FINANCIER		-41 410 664	-46 414 603
VIII	= RÉSULTAT COURANT (+ ou -)		65 338 596	-13 339 275
IX	+ ou - RÉSULTAT NON COURANT		-11 366 753	-38 243 183
15	- Impôts sur les résultats		13 694 145	7 248 629
X	= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)		40 277 698	-58 831 087
II CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C A F) - AUTOFINANCEMENT				
1	Résultat de l'exercice			
	* Bénéfice		40 277 698	
	* Perte			-58 831 087
2	+ Dotations d'exploitation (1)		181 857 721	181 663 441
3	+ Dotations financières (1)		2 000 000	6 300 000
4	+ Dotations non courantes (1)		-	-
5	- Reprises d'exploitation (2)		-	-
6	- Reprises financières (2)		-	-
7	- Reprises non courantes (2) (3)		-	-
8	- Produits des cessions des immobilisations		626 949	2 307 090
9	+ Valeurs nettes d'amortissement des imm cédées		156 906	1 996 115
I	CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C A F)		223 665 376	128 821 379
10	- Distributions de bénéfices			
II	AUTOFINANCEMENT		223 665 376	128 821 379

(1) à l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

(2) à l'exclusion des reprises relatives aux actifs circulants et à la trésorerie

(3) Y compris reprises sur subventions d'investissement

COMPTES SOCIAUX

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE				
I Synthèse des masses du bilan				
(Montants en dhs)				
MASSES	Exercice (a)	Exercice précédent (b)	Exercice du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2021	
			Variation (a-b)	
			Emplois (c)	Ressources (d)
1 Financement permanent	1 376 746 425	1 342 856 669		33 889 757
2 Moins actif immobilisé	1 336 081 722	1 381 321 626		45 239 905
3 = Fonds de roulement fonctionnel (1-2)	(A) 40 664 704	-38 464 957	-	79 129 661
4 Actif circulant	661 259 606	714 314 887		53 055 281
5 Moins passif circulant	416 906 318	380 158 152		36 748 166
6 = Besoins de financement global (4-5)	(B) 244 353 288	334 156 736	-	89 803 447
7 = Trésorerie nette (actif-passif) (A - B)	-203 688 585	-372 621 693	168 933 108	-
II Emplois et Ressources				
	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
AUTOFINANCEMENT (A)				
Capacité d'autofinancement	-	223 665 376	-	128 821 379
- Distribution de bénéfices	-	-	-	128 821 379
CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)				
Cession d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Cession d'immobilisations corporelles	-	626 949	-	2 307 090
Cession d'immobilisations financières	-	-	-	-
Récupérations sur créances immobilisées	-	10 784 532	-	6 661 765
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)				
Augmentations de capital, apports	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-	-
AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENT (D)				
	-	200 000 000	-	650 000 000
I. TOTAL DES RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)				
	-	435 076 857	-	787 790 234
EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)				
Acquisition d'immobilisations incorporelles	141 696 290	-	249 423 206	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	2 207 116	-	2 408 428	-
Acquisition d'immobilisations financières	139 489 174	-	197 790 395	-
Augmentation des créances immobilisées	-	-	49 224 383	-
REMBOURSEMENTS DES CAPITAUX PROPRES (F)				
	-	-	-	-
REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				
	206 387 942	-	727 124 346	-
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)				
	7 862 965	-	10 924 283	-
II. TOTAL - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)				
	355 947 196	-	987 471 836	-
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (BFG)				
	-	89 803 447	-	102 938 933
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE				
	168 933 108	-	-	96 742 669
TOTAL GÉNÉRAL				
	524 880 304	524 880 304	987 471 836	987 471 836

ÉTAT DES DÉROGATIONS

Exercice du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2021			
INDICATION DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS	
I Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT	
II Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT	
III Dérogations aux règles d'établissement des états de synthèse	NÉANT	NÉANT	

COMPTES SOCIAUX

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES		
Exercice Clos au 31 décembre 2021		
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
"I. Changements affectant les méthodes d'évaluation"	NÉANT	NÉANT
"II. Changements affectant les règles de présentation"	NÉANT	NÉANT

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES								
Exercice Clos au 31 décembre 2021								
(Montants en dhs)								
NATURE	MONTANT BRUT DÉBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	101 260 513,16	7 862 964,56	-	6 086 967,49	-	-	-	115 210 445,21
* Frais préliminaires	-	-					-	-
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	101 260 513,16	7 862 964,56		6 086 967,49	-			115 210 445,21
* Primes de remboursement obligations	-	-			-			-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	30 327 305,44	2 207 115,70	-	734 270,17	-	-	-	33 268 691,31
* Immobilisation en recherche et développement	-	-			-			-
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	30 327 305,44	2 207 115,70		734 270,17	-			33 268 691,31
* Fonds commercial	-	-			-			-
* Autres immobilisations incorporelles	-	-			-			-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 991 968 359,30	139 075 665,71	3 793 275,61	25 403 345,42	3 275 728,12	310 860,45	35 597 202,30	3 121 056 855,17
* Terrains	48 325 324,23				-			48 325 324,23
* Constructions	575 512 299,24	19 466 348,46	3 793 275,61	10 232 493,00				609 004 416,31
* Installations techniques, matériel et outillage	2 161 813 380,88	70 776 078,42		13 297 716,59	3 244 818,00	310 860,45		2 242 331 497,44
* Matériel de transport	11 965 130,11	747 245,48			30 910,12			12 681 465,47
* Mobilier, matériel de bureau et aménagements	69 565 498,17	3 310 521,79		1 873 135,83				74 749 155,79
* Autres immobilisations corporelles Informatiques	-				-			-
* Immobilisations corporelles en cours	124 786 726,67	44 775 471,56					35 597 202,30	133 964 995,93

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION									
Exercice Clos au 31 décembre 2021									
(Montants en dhs)									
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur Comptable Nette 5	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C P C de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
Eau Technologie Environnement "ETE"	Captage, exploitation, industrie et commerce de toutes sortes de boissons	5 438 400	55%	22 762 339	22 762 339	31/12/2021	33 405 195	8 855 347	1 650 568
OULMES DRINKS DÉVELOPMENT "ODD"	Extraire fabriquer importer et exporter embouteiller promouvoir et distribuer tout type de boissons	30 000 000	100%	30 000 000	21 700 000	31/12/2021	6 106 949	146 413	-
ORANGINA MAROC	Promotion et distribution de tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food and Beverages	22 000 000	34%	7 479 800	-	31/12/2021	-31 218 693	-293 161	-
SÉNÉGAL WATER & BEVERAGES COMPANY SA	Extraire fabriquer importer et exporter embouteiller promouvoir et distribuer tout type de boissons	3 107 105	100%	3 107 105	3 107 105	31/12/2021	2 121 987	-273 864	-
SOCIÉTÉ AFRIQUAINE DES BOISSONS ET EAUX MINÉRALES "SABEM"	Extraire fabriquer importer et exporter embouteiller promouvoir et distribuer tout type de boissons	10 124 299	55%	5 511 660	5 511 660	31/12/2021	10 124 299	-	-
TOTAL		70 669 804	-	68 860 904	53 081 104	-	20 539 736	8 434 735	-

COMPTES SOCIAUX

TABLEAU DES PROVISIONS								
(Montants en dhs)								
Exercice Clos au 31 décembre 2021								
Nature	Montant début d'exercice	Dotations			Reprises			Montant fin d'exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1 Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	13 779 800		2 000 000	-	-	-	-	15 779 800
2 Provisions réglementées								
3 Provisions durables pour risques et charges								
SOUT TOTAL (A)	13 779 800	-	2 000 000	-	-	-	-	15 779 800
4 Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)(Clients et stocks)	74 788 502	10 086 740			585 719			84 289 523
5 Autres provisions pour risques et charges (Écarts de conversion)	7 369 732	8 343 000	666 179			271 009	462 193	15 645 709
6 Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	82 158 234	18 429 740	666 179	-	585 719	271 009	462 193	99 935 231
TOTAL (A + B)	95 938 034	18 429 740	2 666 179	-	585 719	271 009	462 193	115 715 031

TABLEAU DES CRÉANCES								
(Montants en dhs)								
Exercice Clos au 31 décembre 2021								
CRÉANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			AUTRE ANALYSE			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	41 801 279	30 546 878	11 254 401	-	-	-	-	-
* Prêts immobilisés	38 451 852	27 197 450	11 254 401					
* Autres créance financières	3 349 428	3 349 428						
DE L'ACTIF CIRCULANT	542 188 989	-	378 097 449	164 091 540	65 198 592	45 330 118	56 813 043	46 582 618
* Fournisseurs débiteurs	52 690 744		52 690 744		37 876 522		-	
* Clients et comptes rattachés	381 109 716		256 159 827	124 949 890	5 162 131		11 244 375	46 582 618
* Personnel	3 532 520		3 532 520					
* État	45 330 118		45 330 118			45 330 118		
* Comptes d'associés	13 697 656		13 697 656		7 297 656		13 697 656	
* Autres débiteurs	42 286 128		3 144 478	39 141 650	14 862 283		31 871 013	
* Comptes de régul Actif	3 542 107		3 542 107					

TABLEAU DES DETTES								
(Montants en dhs)								
Exercice Clos au 31 décembre 2021								
DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			Autres analyse			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE FINANCEMENT	833 612 058	541 478 526	292 133 532	-	-	-	-	-
* Emprunts obligataires	420 000 000	300 000 000	120 000 000					
* Autres dettes de financement	413 612 058	241 478 526	172 133 532					
DU PASSIF CIRCULANT	401 180 983	-	374 265 882	26 915 101	13 785 149	215 196 398	9 718 379	17 778 187
* Fournisseurs	159 476 547		132 561 446	26 915 101	13 785 149		4 178 840	17 778 187
* Clients créanciers consignation	12 485 242		12 485 242					
* Personnel	4 188 834		4 188 834					
* Organismes sociaux	14 002 204		14 002 204			14 002 204		
* État	201 194 194		201 194 194			201 194 194		
* Comptes d'associés	1 699 000		1 699 000				1 699 000	
* Autres créanciers	-		-				-	
* Comptes de régular Passif	8 134 962		8 134 962				3 840 539	

COMPTES SOCIAUX

TABLEAU DES SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES					
Exercice Clos au 31 décembre 2021					
TIERS CRÉDITEURS OU DÉBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SÛRETÉ	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SÛRETÉ DONNÉE À LA DATE DE CLÔTURE
* Sûretés données					
* Sûretés reçues				N É A N T	

(1) Gage : 1- Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)
(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)
(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL			
(Montants en dhs)		Exercice Clos au 31 décembre 2021	
ENGAGEMENTS DONNÉS		MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRÉCÉDENT
* Avals et cautions			
* Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires			
* Autres engagements donnés (vis-à-vis de l'Administration des douanes)		10 000 000	10 000 000
* Une garantie à première demande dans le cadre d'un contrat de prêt en faveur de la filiale Oulmès Drinks Développement avec la BMCI			
* Une caution en faveur du MINURSO		282 489	282 822
* Une caution définitive en faveur de la DPEFLCD Direction provinciale des Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification		10 000	
* Une quittance subrogative dans le cadre du contrat d'affacturage avec la Banque Centrale Populaire		95 445 730	128 525 284
Total (1)		105 738 219	138 808 106
(1) dont engagements à l'égard d'entreprises liées ...			
ENGAGEMENTS REÇUS		MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRÉCÉDENT
* Avals et cautions			
Client Dépositaire: Limonades Sidi Bannour			1 000 000
Client Dépositaire: Yassine Boissons			
Cautions solidaires		72 800 000	22 500 000
* Autres engagements donnés			
Total		72 800 000	23 500 000

(1) Gage : 1- Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)
(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)
(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

ÉTAT DES PASSIFS ÉVENTUELS	
Exercice Clos au 31 décembre 2021	
* Conformément à la législation fiscale les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021 ne sont pas encore prescrit. Les déclarations fiscales des Eaux Minérales d'Oulmès au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR) peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts, taxes.	
* Les déclarations sociales au titre de la CNSS peuvent faire l'objet de contrôle et de rappels éventuels de cotisations.	

COMPTES CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2021

COMPTES CONSOLIDÉS

BILAN ACTIF (EN MILLIERS DE DIRHAMS)		
ACTIF	31/12/2021	31/12/2020
Actif Non Courant	1 516 377	1 558 127
Ecart d'Acquisition	5 101	6 802
Immobilisations en non valeur	-	-
Immobilisations Incorporelles	14 941	14 495
Immobilisations Corporelles	1 482 942	1 523 438
Immobilisations Financières	13 289	13 416
Titres mis en équivalence	-	-
Impôts Différés Actif	105	-23
Actif Courant	790 211	1 031 399
Stocks et Encours	218 227	302 070
Clients et Comptes Rattachés	311 359	267 680
Autres Créances et Comptes de Régularisation	161 032	135 397
Valeurs Mobilières de Placement	58	30 057
Disponibilités	99 535	296 195
TOTAL DE L'ACTIF	2 306 588	2 589 526

BILAN PASSIF (EN MILLIERS DE DIRHAMS)		
PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Capitaux Propres Part du Groupe	631 178	591 089
Capital	198 000	198 000
Prime d'émission	166 980	166 980
Réserves	225 533	267 566
Résultat net de l'exercice	40 839	-41 505
Ecart de conversion	-174	48
Intérêts Minoritaires	15 188	12 873
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	646 366	603 961
Passif Non Courant	913 865	922 037
Emprunts et Dettes Financières	855 396	865 039
Impôts Différés Passif	47 175	45 904
Provisions durables pour risques et charges	11 294	11 094
Passif Courant	746 357	1 063 528
Fournisseurs et Comptes Rattachés	170 197	169 467
Autres Dettes et Comptes de Régularisation	253 158	215 583
Autres provisions pour risques et charges	9 204	699
Ecart de conversion Passif	-12	-12
Trésorerie passif	313 810	677 792
TOTAL DU PASSIF	2 306 588	2 589 526

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)		
(en milliers de dirhams)	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION	1 741 810	1 533 889
Chiffre d'affaires	1 734 376	1 448 479
Autres produits d'exploitation	7 433	85 410
CHARGES D'EXPLOITATION	1 620 436	1 482 678
Achats consommés	566 999	486 391
Charges externes	454 847	448 126
Impôts et taxes	166 152	138 511
Charges de personnel	224 736	213 087
Autres charges d'exploitation	1 858	2 673
Dotations d'exploitation	205 845	193 889
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	121 373	51 211
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	-44 927	-45 815
RÉSULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGRES	76 446	5 396
CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS	-11 081	-31 607
Impôts sur les résultats	17 485	10 525
Impôts sur les résultats différés	1 144	61
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGRES	46 736	-36 797
Quote part des résultats des entreprises mises en équivalence	-100	-287
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	1 700	1 700
Reprises sur écarts d'acquisition négatif	-	-
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	44 936	-38 784
INTERETS MINORITAIRES	4 097	2 721
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	40 839	-41 505
Résultat par action en DH	20,63	-20,96

COMPTES CONSOLIDÉS

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE		
(en milliers de dirhams)	31/12/2021	31/12/2020
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net des sociétés consolidées	44 936	-38 784
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	-	-
- Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	188 149	185 275
- Variation des impôts différés		-19
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	-470	-2 320
- Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	100	287
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	232 715	144 438
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	92 682	96 643
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	325 397	241 082
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	-148 158	-204 687
Cession d'immobilisations	627	4 304
Incidence des variations de périmètre	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-147 531	-200 383
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	-1 255	-1 007
Emission de prêts nets des remboursements	90	-
Subvention d'investissement	263	-
Augmentation de capital en numéraire	-	-
Emissions d'emprunts nets des remboursements	-9 643	-139 636
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-10 545	-140 642
Incidence des variations des monnaies étrangères	-	198
Variation de trésorerie nette	167 322	-99 746
Trésorerie nette d'ouverture	-381 597	-281 851
Trésorerie nette de clôture	-214 276	-381 597

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX							
(en milliers de dirhams)	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé PG	Intérêts minoritaires	Ecart de conversion	Total CAPITAUX PROPRES
Capitaux propres consolidés au 31/12/2020	198 000	166 980	267 566	-41 505	12 873	48	603 961
Affectation du résultat 2020			-41 505	41 505			-
Distribution par la société consolidante							-
Distributions versées aux minoritaires					-1 255		-1 255
Variation de périmètre							-
Résultat consolidé 2021				40 839	4 097		44 936
Augmentation de capital							-
Ecart de conversion						-222	-222
Autres éléments			-527		-527		-1 054
Capitaux propres consolidés au 31/12/2021	198 000	166 980	225 533	40 839	15 188	-174	646 366

RÉSUMÉ DES NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1 : DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Les Eaux Minérales d'Oulmès S.A. (LEMO), société anonyme au capital social de 198.000.000 de Dirhams, a été créée le 7 mars 1934 sous la dénomination « Compagnie Fermière des Eaux Minérales d'Oulmès-Etat » et dont le siège social est établi dans la zone industrielle de BOUSKOURA à Casablanca. Les Eaux Minérales d'Oulmès fait partie du groupe HOLMARCOM.

Les domaines d'activité des Eaux minérales d'Oulmès couvrent le captage, la production, la mise en bouteille et la commercialisation d'eaux minérales naturelles plates (Sidi Ali et Ain Atlas) et gazeuses (Oulmès), la fabrication de préformes, ainsi que la mise en bouteille et la commercialisation d'eau de table (Bahia).

LEMO est présent également à l'international via sa filiale ETE opérant au Bénin.

NOTE 2 : RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

A-PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés ont été établis en application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26 mai 2005 et conformément aux dispositions de l'Annexe III.2.A. de la circulaire de l'AMMC qui fixe le contenu de l'information proforma et l'Annexe III.2.I. portant sur les États de synthèse semestriels.

B-MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation appliquées dépendent du type de contrôle liant l'entreprise concernée à la maison-mère :

• Intégration globale (IG) :

Cette méthode est appliquée lorsque le Groupe détient un contrôle exclusif sur sa filiale. Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. La méthode de l'intégration globale permet de répartir le résultat et les capitaux propres entre les intérêts du Groupe et les intérêts hors Groupe (intérêts minoritaires).

• Intégration proportionnelle (IP) :

Cette méthode s'applique aux entreprises soumises au contrôle conjoint. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord. La méthode de l'intégration proportionnelle consiste à intégrer uniquement les pourcentages d'actifs, de passifs, de charges et de produits revenant aux seuls intérêts du Groupe.

• Mise en équivalence (MEE) :

Cette méthode s'applique aux entreprises sur lesquelles le Groupe a une influence notable. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et

opérationnelles d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La méthode de la mise en équivalence consiste à valoriser les titres de participation de l'entreprise consolidée en fonction des capitaux propres de celle-ci, la quote-part de résultat de la filiale étant prise en compte dans le résultat consolidé.

C-PÉRIMÈTRE ET RÈGLES DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation comprend la société mère Les Eaux Minérales d'Oulmès et ses filiales :

Entité	Activité	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
Eau Technologie Environnement « ETE »	Captage, exploitation, industrie et commerce de toutes sortes de boissons	Intégration globale	55%	55%
OULMES DRINKS DEVELOPMENT « ODD »	Extraire fabriquer, importer, exporter, embouteiller, promouvoir et distribuer tout type de boissons	Intégration globale	100%	100%
ORANGINA MAROC	Promotion et distribution d tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food & Beverages	Mise en équivalence	34%	34%

ETE

Eau Technologie Environnement, société de droit béninois, détenue par Les Eaux Minérales d'Oulmès dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de développement en Afrique et plus particulièrement l'Afrique Sub-saharienne. Les comptes sociaux de la société ETE ont fait l'objet d'un audit d'un commissaire aux comptes pour les exercices 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021 ayant servi de base aux travaux de consolidation.

ODD

Oulmes Drinks Development, société créée au mois d'avril 2016 et détenue à 100% par les Eaux Minérales d'Oulmes, avec un capital de MMAD 30. La société a pour activité la fabrication et la distribution de tout type de boissons. Elle devrait constituer le fournisseur exclusif d'Orangina Maroc.

OM

Orangina Maroc, détenue par les Eaux Minérales d'Oulmès à hauteur de 34% depuis avril 2016. Elle a essentiellement pour objet le commerce, la promotion et la distribution de tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food and Beverages.

D-CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES FILIALES ÉTRANGÈRES

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Le Dirham est la monnaie de

fonctionnement du Groupe. Ainsi, les comptes des filiales installées à l'étranger ont été convertis en MAD la monnaie de présentation.

E- DATE DE CLÔTURE DES EXERCICES

Les résultats des sociétés consolidées correspondent à une période de 12 mois se terminant le 31 décembre de chaque année.

Toutes les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe ont établi des comptes arrêtés au 31 décembre 2021.

F-COMPTES ET OPÉRATIONS RÉCIPROQUES

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les soldes bilanciaux, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

G-RETRAITEMENTS DE CONSOLIDATION

• Immobilisations en non-valeurs

Les immobilisations en non-valeurs, constituées des frais préliminaires et des charges à répartir, sont annulées en consolidation, ces immobilisations constituent des charges de l'exercice au cours duquel elles ont été engagées, au même titre leurs amortissements sont annulés.

• Ecarts de conversion

Les gains de change latents, comptabilisés en écarts de conversion passif dans le bilan devraient être enregistrés au compte de produits et charges au cours de la période à laquelle ils se rapportent. Aussi, les écarts de conversion actifs ont été annulés en contrepartie de la provision pour risques et charges correspondante.

• Immobilisations acquises par crédit-bail

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de crédit-bail devraient être comptabilisés au bilan sous forme d'une immobilisation corporelle et d'un emprunt correspondant, au compte de produits et charges, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

• Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans leur actif net à la date des prises de participations après comptabilisation des éventuelles plus ou moins-values latentes sur actifs identifiables. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écarts d'acquisition » et amortis sur une durée qui doit refléter aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition. Cependant, lorsque ces écarts sont négatifs, ces derniers sont inscrits en provision

pour risques et charges et repris sur une durée qui doit refléter aussi raisonnablement que possible les mêmes hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition.

Les comptes consolidés du Groupe comprennent un écart d'acquisition suite à l'entrée en périmètre de la filiale ETE, amorti sur une durée de 10 ans.

• Impôts différés

Les impositions différées résultent de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et les retraitements d'homogénéisation qui ont une incidence sur la base taxable. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

• Homogénéisation des durées d'amortissement des immobilisations corporelles :

Le retraitement d'homogénéisation des durées d'amortissement des immobilisations corporelles consiste à harmoniser la durée d'amortissement de ces dites immobilisations en fixant une durée économique au lieu d'une durée admise fiscalement.

H- RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les règles d'évaluation présidant à l'établissement des comptes consolidés sont les mêmes que celles appliquées pour les comptes annuels individuels et édictées par le Code Général de la Normalisation Comptable (C.G.N.C.).

Les principales méthodes d'évaluation utilisées sont les suivantes :

• Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. Elles sont constituées essentiellement des brevets, licences, logiciels et droits similaires correspondant à des dépenses faites pour l'obtention de l'avantage représenté par la protection accordée au bénéficiaire du droit d'utilisation. La durée d'amortissement de ces immobilisations s'étale sur 5 ans.

• Immobilisations corporelles

À leur entrée dans le patrimoine de la société, les immobilisations corporelles acquises à titre onéreux sont enregistrées à leur coût d'acquisition, celles produites par l'entreprise pour elle-même, à leur coût de production. Ces coûts s'entendent hors TVA récupérable. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé sur la valeur d'origine du bien dans la limite des taux indiqués par l'administration fiscale et admis par l'usage de la profession.

• Stock

Les stocks des matières premières sont évalués au coût d'achat et suivant la méthode du coût moyen pondéré.



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc



7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca

Aux Actionnaires de la société
Les Eaux Minérales d'Oulmès
Quartier industriel Bouskoura
Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société LES EAUX MINERALES D'OULMES S.A et de ses filiales (Groupe LES EAUX MINERALES D'OULMES), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2021, ainsi que le compte de produits et charges consolidé, l'état consolidé des variations des capitaux propres, le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 646.366 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 44.936. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 15 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2021, ainsi que du résultat de l'ensemble consolidé pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2021

1. Provision pour dépréciation des créances clients

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2021, la valeur des créances clients nettes de provisions s'élève à 311,4 millions de dirhams.</p> <p>La détermination des créances à déprécier requiert l'exercice du jugement de la direction sur la base d'une analyse continue de l'évolution du risque client.</p> <p>Compte tenu du caractère significatif du poste au regard du bilan du groupe, du jugement nécessaire à l'estimation des créances à déprécier, et de la conjoncture de crise actuelle, nous avons considéré que ce sujet constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance des procédures d'identification des créances clients à déprécier et de détermination du montant des dépréciations à constater ; - Tester le fonctionnement des contrôles dans le cadre des procédures mises en œuvre pour déterminer le niveau des dépréciations des créances clients ; - Apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues par la Direction pour évaluer les dépréciations à constater ; - Examiner la correcte évaluation des dépréciations à constater selon la méthode de provisionnement du Groupe.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 30 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

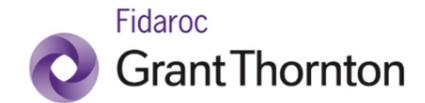
Hicham DIOURI
 Associé

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR
 Associé



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc



7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca

Aux Actionnaires de la société
Les Eaux Minérales d'Oulmès S.A.
Quartier industriel Bouskoura
Casablanca

Rapport Général des commissaires aux comptes
Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 4 mai 2021, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMES S.A., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 543.134.367,09 dont un bénéfice net de MAD 40.277.698,21. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 15 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société LES EAUX MINÉRALES D'OULMES S.A. au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2021

1. Provision pour dépréciation des créances clients

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2021, les créances clients dont la valeur brute s'élève à 381,1 millions de dirhams sont provisionnées à hauteur de 70,4 millions de dirhams.</p> <p>La détermination des créances à déprécier requiert l'exercice du jugement de la direction sur la base d'une analyse continue de l'évolution du risque client.</p> <p>Compte tenu du caractère significatif du poste au regard du bilan de la société, du jugement nécessaire à l'estimation des créances à déprécier, et de la conjoncture de crise actuelle, nous avons considéré que ce sujet constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance des procédures d'identification des créances clients à déprécier et de détermination du montant des dépréciations à constater ; - Tester le fonctionnement des contrôles dans le cadre des procédures mises en œuvre pour déterminer le niveau des dépréciations des créances clients ; - Apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues par la Direction pour évaluer les dépréciations à constater ; - Examiner la correcte évaluation des dépréciations à constater selon la méthode de provisionnement de la société.

2. Evaluation des titres de participation

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2021, la valeur nette des titres de participation s'élève à 53,1 millions de dirhams. Les titres de participation sont enregistrés à leur prix d'acquisition diminués d'une provision pour dépréciation, le cas échéant.</p> <p>Les techniques retenues par la direction pour procéder à la valorisation nette de ces titres comportent une part significative de jugement quant aux choix de la méthodologie et des hypothèses utilisées.</p> <p>En raison du montant significatif des titres de participation, et de l'importance du jugement de la Direction pour la détermination de la valeur d'inventaire, nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé d'audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance du processus mis en place par la direction dans le cadre des tests de dépréciation ; - Examiner les hypothèses et les prévisions de croissance retenues au regard de l'environnement économique en les comparant aux données disponibles pour l'industrie et aux tendances historiques récentes des participations ; - Effectuer des tests de sensibilité sur la valeur d'inventaire.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 30 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG



Hicham DIOURI
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON



Faïçal MEKOUAR
Associé



LES EAUX
MINÉRALES
D'OULMÈS

Les Eaux Minérales d'Oulmès S.A
au capital de 198 000 000 DHS
Z.I Bouskoura 20180 - Casablanca
www.leseauxmineralesdoulmes.ma